

La voix de l'opposition de gauche

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

● [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis près de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrachés au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la «convergence des luttes», promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, «il faut construire du durable, pas

des actions ponctuelles». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. «Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante», pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait «pas comme je voudrais». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte «tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, «une organisation révolutionnaire» ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, «deux grandes orientations» cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux... Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile... chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour...

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéritaire de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme ?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombre d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par

conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

- [Syndicalisme et communisme. \(L. Trotsky - Oeuvres 1929\) Télécharger au format pdf](#)

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

Imposture. Faux opposants au régime.

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : <http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au> - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias liés au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préférera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

– les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pâment devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.

– les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schizo-phrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

- le faux charnier de Timisoara (1989)
- les couveuses renversées du Koweït (1990)
- Maastricht, c'est la paix (1992)
- le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
- le faux génocide du Kosovo (1999)
- Saddam menace la planète (2002-2003)
- Poutine agresse la Géorgie (2008)
- Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
- Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
- la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
- Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
- Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
- Emmanuel sauve la démocratie (2017)
- Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- "Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie"

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo)politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

Le centrisme (macronisme) est la base du totalitarisme.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous... J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coûtent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins, il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'europhobie est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux

puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour un renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak.Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballement a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Judi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06

- Les emplois pourvus en France sont de plus en plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06

- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06

- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06

- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP
- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP
- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération
- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique"
- franceinfo -
- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "cloaque" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session, soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse française, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connaît un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israélien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-Maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus bassement animaux que ses représentants légitimement, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutienne.

Maintenant, si c'est le droit de chaque homme ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électromagnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exercent ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

Je suis pour la limitation des naissances. J'estime que la population mondiale ne devrait pas excéder 3 milliards, ce qu'elle était aux alentours des années 40, elle doit donc baisser énormément, de toutes manières, dans le cas contraire elle atteindrait rapidement 10, puis 15, 20 milliards et la vie sur terre serait insupportable. Dites-moi si cet argument est farfelu ou cohérent avec le bien-être et la paix...

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

Rififi chez les réacs.

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner - franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaoua al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectricité, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018